

MANDAT D'ARRÊT CONTRE CHAKIB KHELIL

Le parquet de Milan lance la procédure

Le parquet de Milan s'apprête à lancer la procédure d'émission d'un mandat d'arrêt international contre Chakib Khelil, pour son implication directe dans des affaires de corruption avec les deux compagnies ENI et Saipem.

Cette action a été décidée au lendemain des révélations fracassantes de Pietro Varone, ancien directeur de la division ingénierie et construction de Saipem, qui a livré au magistrat instructeur énormément de détails sur les versements effectués au profit de Chakib Khelil et son «comptable» Farid Bedjaoui.

Par ailleurs, on apprend que la commission américaine Securities and Exchange est sur le point d'inculper notre ancien ministre de l'Energie à travers une nouvelle enquête menée sur la compagnie KBR, qui a réalisé de nombreux projets en Algérie. Au début des années 2000, Chakib Khelil, à travers le cumul entre le ministère et la direction de la Sonatrach, avait signé des contrats outrageants avec cette compagnie américaine.

Chakib Connection

Sur le seul contrat de Menzel Ledjmet Est (MLE, bloc 405b), Varone affirme que Chakib Khelil a touché une commission de 41 millions de dollars. Et pour cause, ENI avait racheté les actions de la canadienne First Calgary Petroleum (FCP) alors que Saipem s'est vu confier le contrat de réalisation des installations de ce champ pétrolier.

La presse italienne a d'ailleurs rapporté énormément de détails sur les révélations de Pietro

Varone. «Les responsables d'ENI m'ont dit qu'une commission de 41 millions devait être incluse dans le contrat de courtage pour le projet Menzel Ledjmet Est», a déclaré Varone au juge milanais en charge de l'enquête. «Cette décision a-t-elle été prise à l'issue de négociations entre Khelil, Bedjaoui et Scaroni ?», s'interroge le juge. «Oui. Oui, oui» affirme Varone.

Le principal accusé dans cette affaire explique que ce montant de 41 millions de dollars était destiné à faciliter le rachat par ENI des actifs de First Calgary Petroleum (Cf. notre édition du 12 décembre 2012).

Les révélations rapportées par la presse italienne confirment tous les éléments de l'enquête menée sur ENI et Saipem sur l'affaire de corruption avec Chakib Khelil.

On rappelle que le procureur milanais Fabio De Pasquale a chargé la Guardia di Finanza (police financière) de perquisitionner dans les bureaux de San Donato et Eni Saipem, mais aussi la maison de Milan, appartenant à Scaroni. Dans l'acte d'accusation, il est fait état de «198 millions d'euros versés à Chekib Khelil, ministre algérien de l'Energie, et à son entourage, pour huit grands contrats pétroliers d'une valeur totale de 11 milliards d'euros». La «commission» de 198 millions a été versée par Saipem sur les comptes de la société Pearl

Partners, basée à Hong Kong et contrôlée par Farid Bedjaoui.

«J'ai beaucoup travaillé à l'étranger et je sais que vous devez payer dans certaines situations. L'Algérie est l'une de ces situations», explique Varone, qui affirme avoir connu Farid Bedjaoui en 2005, à Paris. Il le décrit comme étant «un personnage capable de résoudre de vieux contentieux entre Sonatrach et Saipem».

«L'année suivante, enchaîne Varone, Farid organise, également à Paris, à l'hôtel Four Seasons, une rencontre entre Chakib Khelil et les responsables de Saipem.» «Nous étions tous là. Moi-même, Tali, Bedjaoui et le ministre. Le ministre a confirmé que Bedjaoui était une personne en laquelle il avait confiance.»

A partir de là, Bedjaoui devenait l'interface algérienne pour toutes les négociations de Saipem. La Sonatrach versera 11 milliards de dollars dans les caisses de Saipem et Chakib Khelil, par le biais de Bedjaoui, en prélèvera une commission de 198 millions d'euros. C'est ainsi que Varone résume la situation devant le juge chargé de l'enquête.

Cette enquête a pris du retard par rapport aux délais que le juge s'était fixés au départ, en raison notamment de la complexité des réseaux mafieux qui sont intervenus dans les négociations et des transferts des paiements des commissions.

Mais, selon des sources proches de la défense, de nouvelles inculpations devraient être prononcées sur la base des nou-

velles révélations de Varone et de l'exploitation des e-mails de différents protagonistes de cette organisation criminelle.

Les révélations de la presse italienne ont fait réagir la compagnie ENI, qui a publié hier une mise au point à travers laquelle elle tente de disculper son P-dg Paolo Scaroni. «Nous n'entrons pas dans le bien-fondé des allégations faites par M. Varone. La réponse en temps opportun sera donnée en salle d'audience», affirme le communiqué d'ENI. «Les déclarations de M. Varone sont en contradiction flagrante avec les faits établis par des audits internes indépendantes menées par ENI et Saipem sur plus de 300 000 documents, y compris les e-mails de plusieurs gestionnaires d'ENI et de Saipem.»

La menace américaine

Ce sont justement ces 300 mille documents qui ont été réclamés et obtenus, il y a quelques mois, par la justice américaine (Cf. notre édition du 30 octobre

2013). La commission américaine Securities and Exchange a beaucoup progressé dans l'examen de ces documents et en a fait un parallèle avec les activités de KBR en Algérie.

Sur ce dossier, Chakib Khelil risque une inculpation pour corruption. Car, c'est sur instruction de ce dernier que KBR a obtenu, dans des conditions pour le moins obscures, les contrats de GL.2 Z d'Arzew, GL.1 K de Skikda et le nouveau train de Skikda, en EPC. Au final, ce sont des milliards de dollars empochés par la compagnie américaine avec une forte odeur de surfacturation qui en dit long sur les commissions versées.

KBR a déjà été inculpée par cette instance américaine et a accepté de verser de fortes sommes d'argent en guise d'amendes.

Sentant le vent tourner, Chakib Khelil pense d'ores et déjà à s'installer dans un pays n'ayant pas de conventions d'extradition avec les Etats-Unis.

Mokhtar Benzaki

IL L'A QUALIFIÉE D'UNE
SIMPLE CONFIGURATION

Des syndicats appellent les travailleurs
à protester le jour de la tripartite

Ils estiment que la tripartite n'a jamais répondu aux attentes sociales des travailleurs. Cinq syndicats appellent à faire de la journée du 23 février prochain, une journée de mécontentement nationale. Salima Akkouche — Alger (Le Soir) — Le Cla (Conseil des lycées d'Algérie), le Satef (Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et la formation professionnelle), le SNTFP (Syndicat national des travailleurs de la formation professionnelle), le Snaep (Syndicat des enseignants du primaire), et le Syndicat national des corps communs organisent un rassemblement de protestation le jour de la tenue de la tripartite, le 23 février prochain. Les syndicats qui ont animé, hier, une conférence de presse appellent l'ensemble des travailleurs de la Fonction publique à se joindre à cette action et faire de cette journée, une journée de mécontentement nationale.

Le but, ont expliqué les syndicats, est d'exprimer «notre colère vis-à-vis des décisions entérinées lors de ce regroupement restreint qui exclut les vrais représentants des travailleurs et pousser les pouvoirs publics à accoucher au moins d'une vraie politique salariale flexible sur le marché».

Idir Achour, secrétaire général du Cla, estime que le regroupement de la tripartite n'est ni plus ni moins une simple configuration qui n'a aucun sens. Cette réunion entre la Centrale syndicale, le gouvernement et le patronat, dit-il, est «une mono-partite».

C'est la 13^e tripartite et depuis ces 20 dernières années, ajoute le Cla, elle n'a jamais répondu aux attentes des travailleurs.

Les syndicats réunis hier, demandent aussi la révision de l'article 87 bis et la redéfinition du salaire minimum de base (SNMG) et le mode de son calcul. Le SNMG, estiment les confédérations, doit être calculé sur la base du salaire de base et non du salaire brut comme c'est le cas actuellement. Conséquence de ce calcul : il ya eu, rappellent les intervenants, des augmentations à deux reprises mais elles n'ont eu aucun effet sur le pouvoir d'achat des travailleurs.

Selon Idir Achour, toutes les études menées par les syndicats et autres spécialistes démontrent que le salaire minimum du travailleur algérien pour vivre dignement doit être de l'ordre de 45 000 dinars par rapport aux prix pratiqués sur le marché.

Les syndicats demandent également la révision de la politique de l'emploi. Ils demandent l'intégration de tous les travailleurs qui sont dans l'emploi précaire dans différents secteurs. Selon les chiffres de la Banque mondiale, rapportés par le Cla, la norme du revenu national moyen par habitant est de 10 199 dollars annuellement et 850 dollars par mois.

En Algérie, ce revenu est de l'ordre de 4 110 dollars par habitant et par an et 343 dollars par mois. Trop inférieur par rapport au revenu moyen d'un habitant en Tunisie qui est de 4 150 par an et de 12 930 en Libye. «En Algérie, le revenu national moyen brut par habitant est le plus faible des pays maghrébins, au moment où notre pays est l'un des plus riches au monde en terme de réserve de change», a souligné le Cla.

S. A.

QUATRIÈME SEMAINE DE GRÈVE DANS L'ÉDUCATION

C'est l'impasse !

Quatrième semaine de contestation dans le secteur de l'éducation. Le Snapest, l'Unpef et le Cnapest poursuivent leur mouvement. L'impasse est totale. La réunion ministère-syndicats a eu pour seul effet d'approfondir le fossé entre les deux parties qui s'accusent mutuellement de pousser vers le pourrissement.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Point de dénouement dans le bras de fer entre le ministère de l'Education et les syndicats autonomes. Le Snapest, l'Unpef et le Cnapest décident de poursuivre leur mouvement pour la quatrième semaine consécutive.

La rencontre à laquelle ont été conviés les syndicats au siège du ministère de l'Education n'a pas eu l'effet escompté. Les syndicats en sont ressortis encore plus déçus. Ils avaient contesté la forme le jour même avant de dénoncer le fond. Invités par fax à se présenter à ladite rencontre, les syndicats ont reçu le procès-verbal sanctionnant cette rencontre par ce même biais.

Un procès-verbal qui a été à l'origine de l'ire des syndicats. Leur décision a été sans appel. Ils maintiennent une grève qui, au-delà de la polémique sur les taux de suivi, pose sérieusement la problématique de la capacité des pouvoirs publics à résoudre définitivement les problèmes récurrents du secteur et qui régulièrement sont à l'origine de perturba-

tions de l'année scolaire. Celle en cours ne fait pas exception.

Au premier trimestre, le Cnapest avait entamé une grève paralysant les lycées trois semaines durant avant que des discussions ne soient ouvertes. Trois mois plus tard, c'est le retour en force à la protestation, signe que les réponses de la tutelle ne sont pas à la hauteur des attentes des syndicats.

L'initiative département de Baba Ahmed aura finalement montré ses limites. Résultat : c'est encore une semaine sous le signe de la contestation qui s'annonce. La décision a été prise par les instances des syndicats le week-end passé.

Le Cnapest avait quant à lui pris sa décision tout de suite après la fin de la rencontre syndicats-ministère. Son coordonnateur national l'avait qualifiée de mascarade conditionnant l'arrêt de la grève d'un jour renouvelable par l'ouverture d'un dialogue bilatéral entre son syndicat et la tutelle. L'Unpef avait pour sa part tranché vendredi. Le syndicat de

Sadek Dziri pointe un doigt accusateur en direction du ministère de l'Education auquel il reproche de n'avoir pas tenu ses engagements.

Les collaborateurs de Baba Ahmed s'étaient en effet engagé à intégrer dans le procès-verbal sanctionnant la rencontre de mardi dernier l'ensemble des revendications des syndicats qui ont finalement reçu ledit P-V par fax et a été surpris de découvrir que finalement les promesses faites n'avaient pas été tenues.

Partant de ce constat, l'Unpef a pris la décision de poursuivre son mouvement. Même constat du côté du Snapest. Son coordonnateur national a qualifié le contenu du procès-verbal de la réunion de «vide» et de fuite en avant.

Meziane Meriane dénonce l'attitude de la tutelle qui, dit-il, a montré ses limites dans la gestion de ce conflit social et qui, comme d'habitude, charge les syndicats et leur impute la responsabilité de l'impasse dans laquelle se trouve le secteur aujourd'hui.

L'inquiétude des parents et des élèves est grandissante. Le ministère de l'Education, quant à lui, organisait hier un séminaire sur l'amélioration du service public dans le secteur...

N. I.